

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°623 – 27 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

#### 45 M USD de la SFI pour renforcer la fourniture électrique des réseaux télécom au Libéria et en Sierra Leone

Le 23 mars 2026, la Société financière internationale (SFI) [a annoncé](#) un financement de 45 M USD à IPT PowerTech, entreprise de services énergétiques pour les télécoms, destiné à la modernisation, au fonctionnement et à l'entretien de 2 235 sites télécom en Éthiopie, au Libéria et en Sierra Leone, dont plus de 90 % sont hors réseau ou sur réseau faible. L'initiative prévoit l'installation de systèmes solaires et de batteries afin de réduire les coupures, diminuer le recours aux générateurs diesel et améliorer la qualité des services mobiles. L'optimisation du mix énergétique devrait réduire les coûts pour les opérateurs de 30 % au Libéria et 26 % en Sierra Leone. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'initiative Mission 300 de la Banque mondiale et de la stratégie Digital Economy for Africa, visant à fournir une électricité fiable et abordable à 300 millions d'Africains d'ici 2030.

#### 240 M USD de la Banque mondiale en faveur des zones littorales et de l'économie bleue en Afrique de l'Ouest

Le 17 mars 2026, la Banque mondiale [a validé](#) un financement de 240 M USD pour la 1<sup>ère</sup> phase du Programme régional pour l'économie bleue et la résilience des zones côtières d'Afrique de l'Ouest (WACA+). La 1<sup>ère</sup> phase de WACA+, déployée au Bénin et en Mauritanie, vise à protéger 530 000 personnes face à l'érosion et aux inondations et à créer 13 000 emplois mieux

#### Le chiffre à retenir

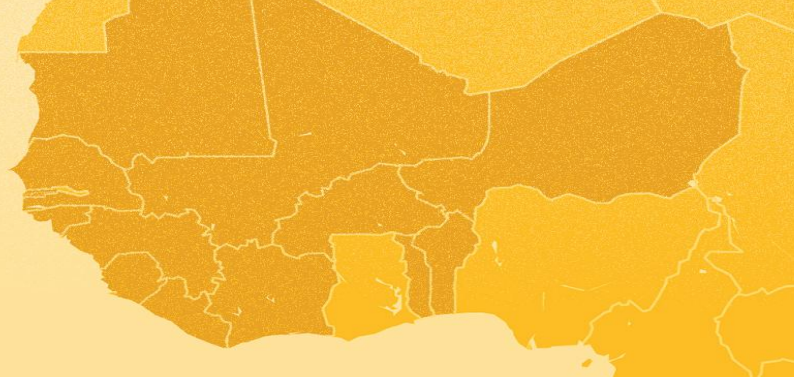
# 53,8 %

Taux de survie des entreprises au Sénégal après 5 ans d'existence, selon une enquête de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD)

rémunérés dans les secteurs de l'économie bleue. Ce projet s'appuie sur plusieurs initiatives : (i) soutenir la restauration à grande échelle des écosystèmes ; (ii) renforcer le secteur privé en permettant à 31 000 personnes de bénéficier d'activités de renforcement des capacités (formations, accompagnement, assistance technique) ; (iii) renforcer la mobilisation des capitaux privés (subventions pour les MPME, garantie de crédit partielle de portefeuille) ; et (iv) appuyer la mise en œuvre de plans nationaux de développement du littoral. Les phases futures de WACA+ étendront le soutien aux autres pays d'Afrique de l'Ouest, avec pour objectif final de protéger plus de 1,3 M ha d'espaces marins, de renforcer la résilience de plus de 850 000 personnes et de soutenir plus de 50 000 emplois.

#### 5,7 M USD de la BAfD pour le développement de mini-réseaux électriques dans 14 pays africains

Le 25 mars 2026, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) une subvention remboursable de 5,7 M USD du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) pour piloter le mécanisme d'agrégation du *Peace Renewable Energy*



*Certificate (P-REC)*, destiné à financer directement un portefeuille de mini-réseaux dans 14 pays africains fragiles et à faible accès à l'électricité, dont le Libéria, le Mali, le Niger et la Sierra Leone. Le projet devrait bénéficier d'un co-financement de 5,7 M USD par le Nordic Development Fund et fournir un accès à l'électricité pour la première fois à 856 000 personnes via 240 000 nouvelles connexions et 71 MW de capacités renouvelables. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative Mission 300 de la BAfD et de la Banque mondiale.

## Bénin

### Adoption l'impôt minimum mondial pour sécuriser les recettes publiques

La Direction générale des impôts (DGI) du Bénin [a officiellement lancé](#) le 9 mars 2026 le programme "Inspecteurs des impôts sans frontières" (IISF) consacré à l'impôt minimum mondial, appuyé par un partenariat stratégique avec la Direction générale des finances publiques (DGFIP) française. Ce mécanisme lutte contre l'érosion de la base d'imposition des Etats et l'optimisation fiscale agressive par l'introduction d'un taux minimum d'imposition aux multinationales. Le programme IISF prévoit un renforcement des capacités de l'administration fiscale béninoise en matière de règles fiscales internationales et dans la mise en œuvre d'un cadre juridique et administratif aligné aux exigences de l'environnement fiscal international. Il permettra d'élargir la base taxable applicable aux grandes entreprises multinationales et de renforcer durablement les capacités de mobilisation des ressources nationales. Le Bénin devient ainsi le premier pays africain à adopter cette réforme fiscale internationale.

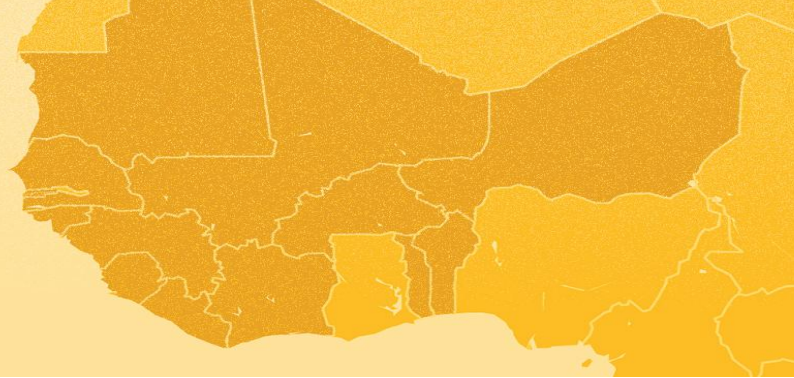
### Le Projet d'appui à l'entrepreneuriat lance sa cohorte 2026

Le Projet d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin (PAEB), mis en œuvre par l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADPME) avec le soutien technique et financier de l'AFD et de l'Union européenne, [a lancé sa cohorte 2026](#). Le programme, dont la période s'étend de 2023 à 2028 pour un montant de [32,2 M EUR](#), vise à accroître la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) béninoises en renforçant leur accès aux services techniques et financiers. Lors de sa première phase, le projet a accompagné 160 PME et déployé plus de 3,3 Md FCFA (5 M EUR). Désormais en phase d'accélération, le PAEB entend accompagner plus de 365 MPME, dont 40% de femmes entrepreneures, pour 7,7 Md FCFA (11,7 M EUR) de ressources mobilisées.

## Burkina Faso

### 70,3 M EUR de la BAfD pour le Projet d'appui au secteur des transports

Le 19 mars 2026, le Conseil des ministres [a ratifié](#) l'accord de prêt signé le 9 février 2026 avec le Fonds africain du développement (du groupe de la Banque africaine de développement – BAfD) pour le financement du Projet d'appui au secteur des transports (PAST). Ce projet, qui bénéficie d'un financement de 46,1 Md FCFA (70,3 M EUR), a pour objectif d'accélérer le désenclavement des zones rurales et de renforcer la résilience des populations et l'intégration sous régionale. Les efforts du PAST se concentrent sur le secteur de la maintenance afin d'optimiser les actifs déjà existants. Les principales composantes du projet sont : (i) l'acquisition de brigades d'engins de travaux publics ; (ii) la réalisation de travaux d'entretien périodique ; (iii) le renforcement des systèmes de programmation et de gestion de la maintenance ; (iv) la formation d'ouvriers qualifiés ; et (v) la construction et la réhabilitation de garages et d'ateliers de maintenance.



## Lancement des travaux de réhabilitation et de bitumage de l'axe Bobo-Dioulasso – Banfora – Orodara

Les travaux de réhabilitation de la route Bobo-Dioulasso - Banfora, ainsi que ceux de la construction et du bitumage de la route Banfora-Orodara [ont été officiellement lancés](#) le 14 mars 2026. D'un coût global de 81,1 Md FCFA (123,6 M EUR), ces travaux s'inscrivent dans le cadre du [Projet](#) de réhabilitation des routes Bobo – Banfora – frontière de la Côte d'Ivoire et Banfora – Orodara (PRÉBBO), financé par la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement burkinabé. Ces travaux devraient permettre d'améliorer (i) la chaîne logistique d'approvisionnement du Burkina Faso en facilitant le commerce de produits agro-sylvo-pastoraux et miniers, ainsi que (ii) la mobilité inter-régionale en réduisant les coûts et les délais de transport.

## Cap-Vert

### 40 M USD de la Banque mondiale pour le projet de connectivité urbaine

Le 19 mars 2026, le gouvernement [a annoncé](#) l'approbation d'un financement additionnel de 40 M USD de la Banque mondiale en appui au Projet d'amélioration de la connectivité et des infrastructures urbaines du Cap-Vert. Cette enveloppe permettra notamment : (i) d'élargir la portée des investissements prioritaires, identifiés suite à la mobilisation des financements d'amorçage ; (ii) de soutenir les besoins de reconstruction post-catastrophe et résilientes, à la suite des inondations d'août 2025 et des fortes pluies de novembre 2025 ; (iii) de couvrir les coûts supplémentaires non prévus initialement, résultant des ajustements du projet. Ce financement, qui complète un premier appui de 40 M USD approuvé en

novembre 2023, vise à soutenir la stratégie du Cap-Vert en faveur d'infrastructures urbaines efficaces et résilientes aux climats.

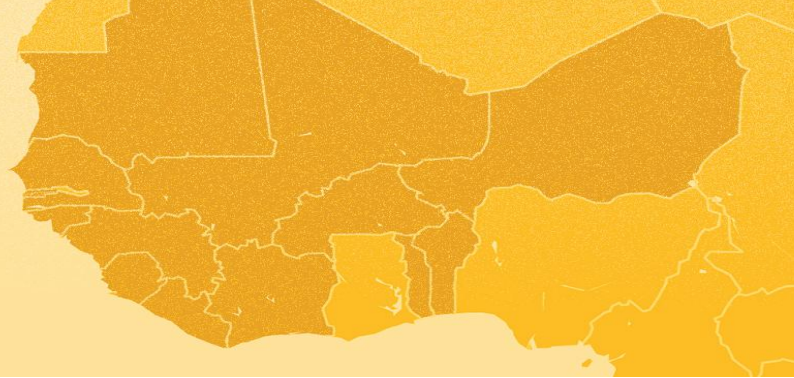
## Swissport remporte l'appel d'offres pour la privatisation de Cabo Verde Handling

Le 19 mars 2026, les autorités capverdiennes [ont annoncé](#) la conclusion du processus de privatisation de Cabo Verde Handling, en sélectionnant le Groupe suisse Swissport International AG comme partenaire stratégique. L'opération prévoit la cession d'une participation majoritaire, notamment 51% du capital de l'entreprise publique d'assistance aéroportuaire, à l'issue d'un processus d'appel d'offres international lancé en 2024. D'après le communiqué, la sélection de Swissport repose entre autres sur son engagement en faveur du maintien des emplois, de la formation et de la valorisation des ressources humaines ainsi que sur un plan stratégique axé sur la modernisation technologique et opérationnelle des services *handling*.

## Côte d'Ivoire

### Le projet aurifère d'Afema confirme un potentiel majeur

Le projet aurifère d'Afema, situé dans le sud-est de la Côte d'Ivoire, aurait des ressources désormais estimées à environ 4,65 M d'onces d'or (soit plus de 130 tonnes), selon les dernières [estimations](#) publiées par la société australienne Turaco Gold. Cette progression résulte de campagnes de forage récentes ayant permis d'augmenter significativement les ressources identifiées, renforçant l'attractivité du projet à l'approche des prochaines étapes de développement (études de faisabilité, décision finale d'investissement). Le projet, encore en phase avancée d'exploration, pourrait à terme contribuer à soutenir l'ambition de la Côte



d'Ivoire de porter sa production aurifère à environ 100 tonnes par an d'ici 2030.

### **Une garantie partielle de crédit envisagée par la SFI au profit du groupe Farah**

La Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, [prévoit](#) d'octroyer une garantie de crédit partielle à hauteur de 19,6 M EUR au bénéfice d'une banque commerciale, qui permettra de mobiliser un financement à hauteur de 39,2 M EUR en faveur du groupe médical Farah. Ce financement devrait permettre la construction de deux nouveaux établissements médicaux à Abidjan : (i) un centre d'oncologie de 60 lits équipés qui débiterait au premier trimestre 2026 et (ii) un centre d'ophtalmologie dont les travaux ont déjà débuté.

## **Guinée-Bissau**

### **Décaissement de 3,2 M USD du FMI au titre de la 9e et 10e revues FEC**

Le 20 mars 2026, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> revues du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), permettant un décaissement de 3,2 M USD, portant ainsi le total des décaissements à 50,8 M EUR. Approuvé le 30 janvier 2023 pour une durée de trois ans, le programme vise la soutenabilité de la dette, l'amélioration de la gouvernance et la réduction de la corruption, ainsi que la création d'espace budgétaire pour soutenir la croissance. Le FMI a également approuvé une extension du programme jusqu'au 29 décembre 2026 et un reprofilage des décaissements afin d'ancrer les politiques économiques et soutenir l'exécution du budget 2026. Les résultats obtenus dans le cadre du programme ont été jugés globalement faibles. En 2025, la croissance est estimée à 5,5 %, portée par une forte production de noix de cajou et des évolutions favorables des

termes de l'échange, tandis que l'inflation moyenne a ralenti à 0,9 %. Le déficit budgétaire s'est établi à 6,7 % du PIB et la dette publique à 75,3 % du PIB.

## **Liberia**

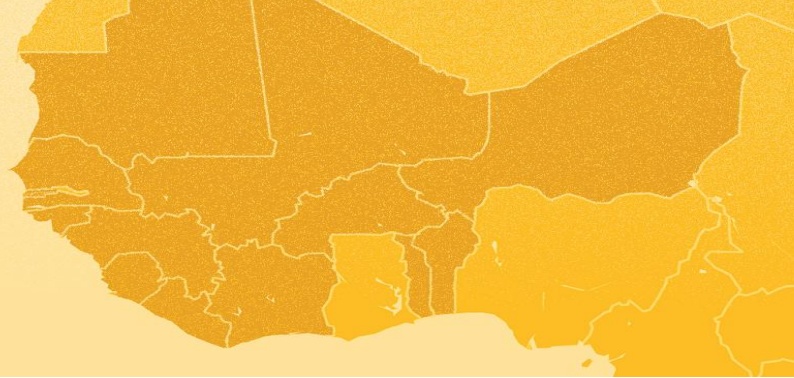
### **Inflation à +3,1 % en g.a en février 2026**

Selon l'institut de statistique et de services géo-informatiques du Libéria (LISGIS), le taux d'inflation dans le pays [s'est établi](#) à +3,1 % en glissement annuel (g.a) en février 2026, contre 3,2 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation reflète principalement la hausse des prix observée dans les divisions "Restaurants et hôtels" (+14,8 % en g.a), "Santé" (+8 % en g.a) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+6,2 % en g.a). Toutefois, l'inflation a été particulièrement modérée par la baisse des prix des "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,3 % en g.a) et des "Vêtements et chaussures" (-6,3 % en g.a). Par origine, l'inflation a été principalement tirée par les produits domestiques, dont les prix ont progressé de 4,1 %, contre -0,3 % pour les produits importés.

## **Mali**

### **Validation de la 2<sup>nde</sup> et dernière revue du programme de référence du FMI**

Le 18 mars 2026, le Fonds monétaire international (FMI) [a approuvé](#) la 2<sup>nde</sup> et dernière revue du programme de référence du Mali. Malgré un contexte économique difficile en 2025 (baisse de la production d'or, tensions sur l'approvisionnement en carburant en raison d'attaques terroristes), le FMI indique que tous les objectifs quantitatifs et indicatifs (dépenses sociales prioritaires, recettes fiscales nettes, arriérés intérieurs et extérieurs, déficit budgétaire primaire) ainsi que les repères structurels, ont été atteints. Les services du FMI



insistent toutefois sur l'importance d'une gestion prudente en 2026, alors que la situation économique montre des signes d'amélioration et que la hausse des prix de l'or et du lithium pourrait générer des recettes supplémentaires.

## Niger

### Tenue de la 2<sup>e</sup> session de la Commission mixte de coopération algéro-nigérienne

Du 23 au 24 mars 2026 à Niamey, le Niger et l'Algérie [ont tenu](#) la 2<sup>e</sup> session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne de coopération, coprésidée par les Premiers ministres des deux pays. Selon le communiqué, la rencontre a permis de consolider les acquis bilatéraux et d'insister sur la coordination sécuritaire, la coopération économique et commerciale, ainsi que le développement de projets structurants, tels que la route transsaharienne, la liaison transfrontalière par fibre optique et le projet de gazoduc transsaharien. Les deux parties auraient également convenu de renforcer leur coopération dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des infrastructures, de la santé, de la formation professionnelle, etc. En particulier, les deux chefs de gouvernement [ont procédé](#) à Niamey à la pose de la première pierre d'une centrale électrique de « Solidarité Algero-Nigérienne » de 40 MW sur le site de Gourou Banda, dont la mise en service est prévue pour fin juin 2026. Par ailleurs, en marge de ces rencontres, le groupe algérien Sonatrach [a annoncé](#) le démarrage début avril 2026 des travaux de forage du champ pétrolier de Kafra. Le projet, découvert depuis 2018 et couvrant 23 737 km<sup>2</sup> à proximité de la frontière algérienne, repose sur un contrat de partage de production entre Sonatrach, via sa filiale SIPEX, et la société nigérienne SONIDEP. Les travaux [portent](#) sur deux puits d'exploration, KFR-1 et KFRN-1, dont les réserves de pétrole prouvées seraient estimées respectivement à 168 M et 100 M de barils.

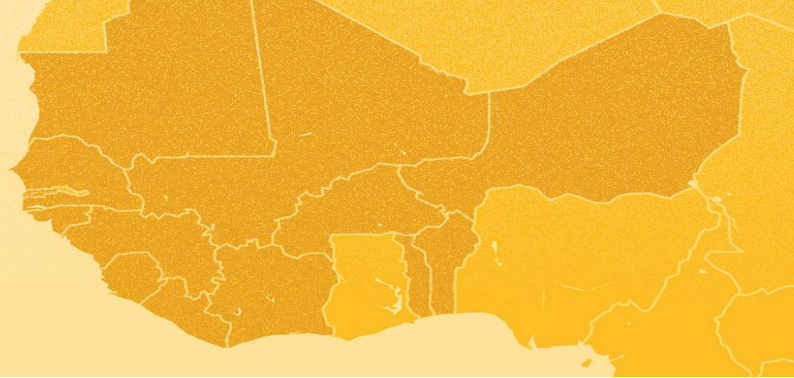
## Sénégal

### La Banque mondiale approuve un financement de 135 MUSD en appui au système de santé

Le 18 mars 2026, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 135 MUSD en faveur du Sénégal, en appui au programme de développement du système de santé et de protection financière du Sénégal (Naatangué 2030). Axé sur les résultats, ce programme devrait contribuer entre autres à élargir l'accès à des soins obstétricaux et néonataux de qualité, à renforcer le dépistage de routine et la continuité des soins pour les femmes et les enfants, tout en appuyant l'extension d'une couverture d'assurance santé efficace aux populations vulnérables. Le financement est constitué d'un prêt de 100 M USD de l'Association internationale de développement (IDA), complété par des dons de 20 MUSD du Mécanisme de financement mondial et de 15 M USD du Fonds fiduciaire pour la transformation et la résilience des systèmes de santé.

### Société générale Sénégal obtient 50 M EUR de la SFI en appui au financement des PME

La Société financière internationale (SFI), filiale du Groupe Banque mondiale, [a approuvé](#) un prêt pouvant atteindre 50 M EUR en faveur de Société générale Sénégal (SGSN). Cette enveloppe vise à soutenir le financement des MPME sénégalaises, avec une attention particulière aux entreprises dirigées ou détenues par les femmes. Ce dispositif permettra de renforcer le portefeuille de prêts de SGSN dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation et les énergies renouvelables. D'après le communiqué, les MPME représentent plus de 90 % des entreprises et génèrent environ 40 % des emplois au Sénégal, mais moins d'un quart d'entre elles ont accès à des



prêts bancaires tandis que le déficit de financement des MPME est estimé à environ 7,2 % du PIB.

### **53,8 % des entreprises créées survivent au-delà de 5 ans**

Selon [l'Enquête nationale sur la démographie des entreprises du Sénégal](#), le taux de survie des entreprises est de 86,6 % après la première année, mais seules 53,8 % survivent au-delà de cinq ans. L'enquête portant sur la période 2018-2024, révèle que les principales causes de cessation d'activité sont notamment les difficultés d'accès aux financements (34,6 %), suivies par la perte de marché (31,2 %), la pandémie de Covid-19 (27,1 %). Les fermetures se concentrent principalement en 2020 (25,3 %), suivi de 2019 (20,7 %) et 2021 (15,5 %), les trois années totalisant plus de 60% des cessations d'activité. L'enquête met également en évidence des disparités sectorielles : les secteurs des transports et télécommunications affichent le taux de fermeture le plus élevé au démarrage (39,7 %), suivis des hôtels, bars et restaurants (27,4 %), et des industries alimentaires (25,3 %). A l'inverse, les industries du textiles (y compris la couture) apparaissent les plus résilientes avec seulement 4,2 % de fermetures précoces. En outre, le tissu entrepreneurial reste largement dominé par les Très petites entreprises (TPE), qui représentent 98,8 % des unités créées en 2024.

## **Togo**

### **Des professionnels de l'agroalimentaire formés à la traçabilité numérique**

Du 17 au 19 mars [s'est tenue](#) une formation sur la traçabilité numérique des produits agroalimentaire organisée par la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE) et à destination des très petites et moyennes entreprises (TPME). Les systèmes de traçabilité, permettant de suivre un produit de l'origine jusqu'au marché de consommation final, demeurent peu structurés au sein des TPME togolaises. Ils constituent pourtant des outils essentiels pour assurer la conformité des TPME aux marchés nationaux et internationaux, faciliter la gestion des flux et stimuler l'exportation des produits. Cette action s'inscrit dans le cadre du [Programme](#) pour l'amélioration de la compétitivité du secteur privé au Togo (ProComp), mis en œuvre par la GIZ et cofinancé par l'Allemagne et l'Union européenne.



## Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

| Chiffres clés                 | Indicateurs de développement  |
|-------------------------------|-------------------------------|
| <a href="#">Bénin</a>         | <a href="#">Bénin</a>         |
| <a href="#">Burkina Faso</a>  | <a href="#">Burkina Faso</a>  |
| <a href="#">Cap-Vert</a>      | <a href="#">Cap-Vert</a>      |
| <a href="#">Côte d'Ivoire</a> | <a href="#">Côte d'Ivoire</a> |
| <a href="#">Gambie</a>        | <a href="#">Gambie</a>        |
| <a href="#">Guinée</a>        | <a href="#">Guinée</a>        |
| <a href="#">Guinée-Bissau</a> | <a href="#">Guinée-Bissau</a> |
| <a href="#">Libéria</a>       | <a href="#">Libéria</a>       |
| <a href="#">Mali</a>          | <a href="#">Mali</a>          |
| <a href="#">Mauritanie</a>    | <a href="#">Mauritanie</a>    |
| <a href="#">Niger</a>         | <a href="#">Niger</a>         |
| <a href="#">Sénégal</a>       | <a href="#">Sénégal</a>       |
| <a href="#">Sierra Leone</a>  | <a href="#">Sierra Leone</a>  |
| <a href="#">Togo</a>          | <a href="#">Togo</a>          |

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)